

1^{ère} analyse d'impact du Covid-19 sur les marchés agricoles

Réalisé avec le concours de la CA PdL, de la Frsea PdL, d'Interbev PdL, de l'Anvol.

Marchés financiers, pétroliers, perturbation des flux logistiques et des circuits de demande... l'ensemble de ces facteurs perturbe les marchés agricoles. Toutes les filières sont concernées par la fermeture du débouché RHD avec des effets variables selon les productions et par la modification des habitudes d'achats en GMS. Certaines productions dont l'activité est très saisonnière sont particulièrement touchées comme l'horticulture mais ce n'est pas le seul secteur. La disponibilité de la main d'œuvre pour la collecte et la transformation des produits agricoles, l'approvisionnement des exploitations agricoles présentent également des enjeux très importants pour le fonctionnement de la chaîne alimentaire.

Grandes cultures : volatilité des cours des céréales et forte hausse du prix du tourteau de colza

La propagation du Covid-19 a provoqué une chute vertigineuse des places boursières et du marché du pétrole (recul de la demande chinoise et pas d'accord entre OPEP et Russie). Ces éléments de contexte ont lourdement pesé sur les marchés des céréales même si ces derniers se sont repris (en blé tendre principalement) soutenus par la demande des pays importateurs. Les cours sont volatils ces derniers jours.

Les marchés oléagineux ont été plus durement touchés compte tenu de leur corrélation plus forte avec la demande chinoise et les marchés de l'énergie. Le colza demeure à un faible niveau depuis plus de 15 jours. Le soja et dans son sillage le tourteau de soja connaissent par contre une évolution tout à fait inverse et une hausse très sensible de leur cours notamment à cause de problèmes logistiques qui tendent les disponibilités en Amérique latine face à une demande chinoise qui se réveille.

Lait de vache : le coronavirus affecte de plus en plus les marchés des produits laitiers

Les marchés des ingrédients laitiers ont enregistré une baisse des cours en février qui pourrait se prolonger dans les prochaines semaines. La baisse a d'abord porté sur les poudres maigres et elle pourrait s'étendre aux cours des poudres grasses puis des fromages. Même si les marchés paraissent encore plutôt équilibrés, les clients vont reporter leurs achats et ainsi accélérer la tendance baissière selon l'Idèle.

L'activité à l'export est ralentie, notamment en raison de la pénurie de conteneurs en Europe, car des milliers d'entre eux sont restés bloqués dans les ports chinois, faute de pouvoir revenir chargés.

En France, la demande s'est accrue en GMS suite à la fermeture des établissements de restauration collective et commerciale, et elle a évolué en nature : plus de fromage râpé et de lait liquide, moins de fromages AOP, pénalisés par la fermeture de certains rayons à la coupe en GMS (et par l'arrêt des marchés de plein air).

Les entreprises sont confrontées au manque de main-d'œuvre, d'emballages et à des perturbations dans la sous-traitance et le transport. L'organisation industrielle et logistique devient de plus en plus tendue, et l'arrivée du pic printanier de production laitière suscite des inquiétudes (risque de saturation des outils de séchage). Le CNIEL a appelé le 20 mars, l'ensemble de la filière laitière, « à atténuer le pic de production printanier par un lissage impliquant tous les acteurs », tout en veillant à la poursuite de la collecte de lait.

Lait de chèvre : collecte actuellement assurée mais préoccupation avec l'arrivée du pic de production, situation critique en filière chevreaux

Dans ce contexte inédit, la collecte en lait de chèvre est à l'heure actuelle globalement assurée. Toutefois, les laiteries ne fonctionnent pas à plein régime (absences de salariés, mesures de sécurité sanitaires). Avec l'arrivée prochaine du pic de collecte, il pourrait être plus difficile de traiter l'ensemble du lait livré. Les laiteries avec des débouchés importants vers la RHD sont dans une situation préoccupante et doivent alors trouver des solutions de stockage.

Les producteurs fermiers seront plus ou moins pénalisés selon leurs circuits de commercialisation. Certains ne peuvent plus vendre leurs produits (vente sur les marchés). Il apparaît nécessaire qu'ils puissent organiser des drive fermier et trouver des solutions de stockage.

L'inquiétude est forte pour la filière chevreaux. Seule une partie des chevreaux est engraisée à la ferme, l'essentiel de l'engraissement étant assuré par quelques élevages spécialisés. 60 % des chevreaux sont commercialisés à Pâques. Au vu de la conjoncture actuelle, les prix proposés sont très bas et risquent de mettre en péril les engraisseurs.

Viande bovine : impact de la perturbation des circuits de commercialisation

Les achats de viande bovine en GMS se sont considérablement ralentis depuis le rush de la mi-mars. A tel point que les abatteurs ont trop anticipé d'abattages de gros bovins, ils ont été réajustés à la baisse cette semaine pour s'adapter à l'incertitude qui pèse sur la demande mais également à la fermeture de la RHD commerciale et scolaire. La demande de la RHD porte beaucoup sur des morceaux comme le filet, le faux-filet, l'entrecôte, le recul de ce débouché perturbe l'équilibre carcasse et sa rémunération. Ces morceaux peuvent être hachés mais à condition d'augmenter le prix du steak haché pour maintenir la valorisation de la carcasse. La fermeture des rayons traditionnels dans les GMS contribue également à faire reculer la demande notamment de viande piécée.

La demande de viande de veau connaît aussi une baisse sensible. S'agissant du maigre, les échanges de broutards avec l'Italie sont pour le moment assez peu perturbés, mais il n'y a pas d'impact sur les prix qui restent fermes. La filière viande bovine craint par ailleurs une hausse des coûts de transport.

Viande ovine : crise de demande de viande ovine en pleines fêtes de Pâques

Cette crise intervient à la veille d'une période stratégique de commercialisation de viande d'agneaux : les fêtes de Pâques. La filière ovine est inquiète de l'évolution de la demande surtout de la part des opérateurs qui travaillent essentiellement avec les GMS en raison de la fermeture des rayons traditionnels. Une part de la demande se reporte vers les boucheries traditionnelles qui restent ouvertes mais sans effet de compensation. De surcroît, l'agneau supporte mal les retards de sortie car la qualité de la viande se dégrade.

Il est demandé aux opérateurs de stopper leurs importations de viande ovine en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande et de ne pas déstocker les gigots d'origine Nouvelle-Zélande déjà arrivés en France. Une inquiétude est néanmoins portée sur l'origine espagnole.

Comme le gigot d'agneau est un plat festif et que les repas de famille de Pâques sont remis en cause par le confinement, il est activement recherché des solutions de découpe des gigots français pour proposer des parts individuelles qui seraient plus facilement consommables.

Viande porcine : des abattages assurés et une bonne tenue de la consommation intérieure

Face à l'épidémie de coronavirus, les abattoirs craignent le manque de personnel et redoutent les dysfonctionnements logistiques. Néanmoins, à l'heure actuelle, les abattages semblent assurés même si les mesures de protection sanitaire peuvent ralentir l'activité. Les débouchés vers la RHD se sont fortement réduits et semblent en partie transférés vers la grande distribution et les boucheries.

A l'heure du confinement, les Français orientent leur consommation vers les produits de 1^{ère} nécessité dont le porc fait partie. Les produits en libre-service sont privilégiés par rapport aux produits à la coupe.

Côté exportations, les manques de containers frigorifiques peuvent bloquer l'export vers pays tiers. Certaines entreprises françaises sont sollicitées pour fournir des pièces qui manquent en Italie liée à la baisse d'activité.

Volaille de chair : perturbation des marchés et du fonctionnement de la filière

Selon l'Anvol, pendant la première semaine de confinement, les ventes de poulets et de dindes destinées à la RHD ont pu être réorientées vers la GMS. Mais depuis la deuxième semaine, la fermeture des marchés, de nombreux rayons traditionnels dans les GMS, de nombreuses rôtisseries et Kebabs changent la donne y compris le recul d'activité à RUNGIS. Dans ce contexte, les filières poulet et dinde souffrent d'un déséquilibre matière. La vente de poulets PAC est aussi en baisse sur cette deuxième semaine.

Les autres espèces, canards gras et maigres, lapins, pintades, cailles, pigeons souffrent depuis le début du confinement. Les ventes sont en baisse de 50 %, avec pour conséquences des allongements de vides sanitaires et une réduction des mises en place (y compris pour les poulets destinés à la RHD et aux rôtisseries). Les ventes se concentrent sur les produits de base, pas d'achat plaisir, et sur un achat rapide. Il convient donc de faire évoluer l'offre vers des produits accessibles en libre-service et/ou en drive.

Les sélectionneurs/accoueurs connaissent des difficultés du fait de l'arrêt d'activité à l'export et de la baisse d'activité dans les filières citées ci-dessus. Si l'épidémie dure, du côté des intervenants en élevage, le manque de personnel de ramassage pourrait être à craindre. L'approvisionnement en litière (notamment copeaux) pourrait devenir compliqué. Le prix des matières premières étant en augmentation, le prix de l'aliment va progresser. Un absentéisme supplémentaire est également à craindre dans les abattoirs.

Arboriculture : des interrogations sur la réalisation des travaux à venir

Comme dans les autres filières, ce sont les débouchés en vente directe et en RHD qui sont le plus impactés. L'annonce de la fermeture des marchés de plein air suscite des inquiétudes, avec également des questions sur la vente à la ferme (moins de clients). En Pays de la Loire, la première semaine de confinement a vu une augmentation des commandes en GMS et à l'export, mais cela semblait se ralentir dès le début de la semaine suivante.

Jusqu'à présent, les exploitations et les stations fruitières n'ont pas souffert de pénurie importante de main d'œuvre. Les inquiétudes portent plus dans les semaines à venir sur la protection contre le gel, la fermeture des filets paragrêles et l'évolution du commerce.

Horticulture-pépinière : un secteur horticole à l'arrêt en cette période habituelle de forte activité

Le soleil revient enfin depuis mi-mars et incite à fleurir son jardin. Très météo dépendant, le secteur horticole attendait avec impatience le printemps qui représente 50 à 80 % du chiffre d'affaires annuel, après une année 2019 en demi-teinte. Sauf que, les entreprises horticoles ne peuvent vendre leurs productions. Dans le contexte actuel, les fleurs et plantes ne sont pas considérées comme des produits de 1^{ère} nécessité. Rappelons qu'une partie de la production horticole sont des plants de légumes prisés par les particuliers pour leurs potagers. Ainsi, les horticulteurs en vente directe ne peuvent ouvrir leurs portes au public. Quant aux horticulteurs expéditeurs, en nombre en Pays de la Loire, ils sont à l'arrêt car les jardinerie, les fleuristes et les magasins de bricolage restent fermés.

Or les plantes sont rapidement périssables, sans vente elles seront détruites ce qui va lourdement impacter les entreprises horticoles. Il paraît indispensable aujourd'hui de donner la possibilité aux horticulteurs de vendre en direct (drive, sur les marchés...), d'inciter la vente de fleurs et plantes françaises en GMS, de développer le e-commerce et de soutenir financièrement les entreprises pour passer la crise. En quelques semaines tout se joue et si rien n'est fait, nos entreprises horticoles seront en péril.



Légumes : fermeture des débouchés RHD et inquiétude sur la demande de légumes frais

L'impact du confinement a été initialement positif pour les entreprises qui approvisionnent les GMS. La situation a par contre été très défavorable pour les entreprises positionnée sur un débouché RHD. L'euphorie aura été cependant de courte durée (effet stockage) avec des craintes de plus en plus vives sur les produits à conservation courte (légumes frais). Les producteurs s'interrogent sur la remise en place de cultures si les débouchés sont en berne. L'asperge et la fraise ont d'ores et déjà été déclarées en situation de crise conjoncturelle. Cette interrogation nuance la problématique de la disponibilité de la main d'œuvre même si elle demeure une réalité qui pénalise la filière. Les inquiétudes sont également vives pour les producteurs de muguet.

S'agissant de la commercialisation en direct, la vente via internet pourrait être une solution pour compenser les fermetures des marchés de plein air, mais à condition de vérifier que les ventes à la ferme sont toujours autorisées (hors magasin en ferme). La question de la disponibilité des emballages pour approvisionner la filière commence également à être posée.

Viticulture : pertes économiques importantes qui s'ajoutent aux difficultés préexistantes

La filière viticulture connaissait déjà des difficultés causées par le tassement du marché national, les incertitudes sur les marchés export (Brexit, taxe US) et la très faible récolte 2019 (30 % de pertes par rapport à la moyenne décennale). A ce contexte, s'ajoutent désormais les pertes causées par les annulations de commandes (caves hôtels restaurants, grossistes, GMS, salons annulés, ventes à la cave, actions d'œnotourisme), les frais engagés sur les événements et les actions commerciales (annulées elles-aussi). Ces pertes de chiffre d'affaires sont estimées à environ 70 M€ pour l'ensemble des Pays de la Loire (estimation sur un trimestre). A cela s'ajoute, les effets du confinement sur le fonctionnement des exploitations avec le recours au chômage partiel : retard dans les travaux, coût du reste à charge du chômage partiel pour les exploitations estimé à 1,6 M€.

Production, collecte et transformation : maintenir la disponibilité de la main d'œuvre

S'agissant de l'approvisionnement de la chaîne alimentaire jusqu'au consommateur, la disponibilité de main d'œuvre pose problème dans certains secteurs, en lien avec les consignes sanitaires et le confinement.

La main d'œuvre saisonnière est difficile à recruter sur les exploitations agricoles : entre avril et mai, l'agriculture emploie 200 000 saisonniers dont un tiers d'origine étrangère. Ces salariés manquent aujourd'hui à l'appel : pas de candidats en provenance des pays de l'Est, fermeture des frontières avec le Maghreb. D'où les mesures d'assouplissement à l'embauche de saisonniers que le gouvernement vient de mettre en place (indemnités cumulables avec le chômage partiel pour les salariés volontaires).

Parmi les points de vigilance figurent également les secteurs vitaux comme les supermarchés et les transporteurs, ainsi que les industries de transformation agro-alimentaire, dont un quart des effectifs serait affecté par la fermeture des écoles (selon le Ministère de l'Economie). Elles se sont organisées pour répondre à la demande, en accroissant leur temps de fonctionnement et en réorganisant leurs activités, avec en particulier des changements d'affectation de salariés ou de chaînes de fabrication (réorientées par exemple de la RHD vers les GMS).



Avec la contribution financière



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr